



**SALADES !** Le président de la République, à Rungis, le 11 octobre 2017.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

## LE RUISSellement DE MENSONGES DU PRÉSIDENT MACRON

En 2017, réunissant grande distribution et agriculteurs autour de la table, Emmanuel Macron avait promis un "new deal" bénéfique à tous. Las, Jupiter n'en a rien fait, et la loi, sans substance, ne fait qu'entériner le racket dont sont victimes les producteurs.

**L**es États généraux de l'alimentation (EGA) furent un instant majeur dans l'histoire de la consommation en France. Pour la première fois, un gouvernement réunissait, et consultait, l'ensemble des acteurs du secteur alimentaire pour convenir d'une sorte de « new deal », à savoir un compromis entre toutes les parties, producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs, afin que chacun trouve sa juste rétribution dans le respect des intérêts de tous. L'initiative de ce projet, à la fois durable et rentable, destiné à satis-

faire l'une des exigences formulées par Nicolas Hulot pour intégrer le cabinet Edouard Philippe, revenait à Emmanuel Macron. L'été 2017 fut ainsi porteur d'espoirs, et tous ceux qui ne voyaient jusque-là dans le rapport de force entre agriculteurs et industriels que des gros écrasant des petits pour consolider leurs profits, et des grands se battant entre eux pour améliorer leurs parts de marché, au détriment des paysans et des artisans, de la santé publique et de l'environnement, purent enfin entrevoir une issue à une situation tragique. Lors de son discours de clôture des états généraux, le 11 octobre



2017 à Rungis, le président de la République annonçait « la mise en place d'un contrat renoué, proposé non plus par les acheteurs, mais par les fournisseurs, afin d'inverser la logique de construction du prix, qui doit partir des coûts de production ».

Ces EGA indiquaient que le candidat Macron était bien celui du changement et que l'élu tenait ses promesses. La preuve que l'ancien monde vivait ses derniers jours. Tout fut mis sur la table, chacun donnant des gages de bonne volonté pour ne jamais prendre le risque de jouer les trouble-fête. Un serment du Jeu de paume par lequel la France nourricière se rassemblait dans un élan de solidarité républicaine. C'était tellement beau qu'il fallait y croire. Peut-être même trop beau.

Tout alla pour le mieux, jusqu'au premier accroc. Au printemps 2018, venu des rangs de la majorité, un amendement inattendu laissait un vide juridique quant à la négociation des tarifs des produits agricoles. Six mois plus tard, l'arc-en-ciel de l'été 2017 laissait la place à un coup de tonnerre. Le mardi 28 août 2018, à 8 h 26, invité sur France Inter, Nicolas Hulot annonçait en direct sa démission de ministre de la Transition écologique. Certains crieront à l'extrapolation, mais la France assistait, à cet instant précis, à l'épilogue du quinquennat Macron. Le ministre d'Etat expliquait en des termes d'une limpidité sans appel que le président de la République et le Premier ministre lui avaient menti depuis le début. Eprouvé, humilié, le garant du changement claquait la porte en révélant une colère froide. Déjà, le remplacement de Jacques Mézard par Stéphane Travert au ministère de l'Agriculture, le 21 juin 2017, aurait dû l'alerter. L'Élysée installait ainsi, au poste clé, un sbire sans scrupule ni envergure dont la seule mission était de marquer Hulot à la culotte, voire de lui pourrir la vie. Mission si bien accomplie que l'autre finit par lâcher prise. La suite fut édifiante. Le coup de grâce survint lors de la première lecture de la loi Egalim, en septembre 2018, dont le contenu avait été subtilement purgé de toutes

## Du côté tant des producteurs que des transformateurs, la situation est claire : pas plus dans la cour de ferme que dans celle de l'usine, on n'a vu revenir le premier centime.

les dispositions contraignantes pour la grande distribution.

Février 2019, ce que tout le monde redoutait se confirme de façon flagrante. Malgré les engagements du gouvernement, la loi devant réguler les tarifs des produits alimentaires issus des EGA est un leurre magistral.

Les élus de La République en marche et les conseillers ministériels avaient expliqué, la main sur le cœur, que les dispositions prévues par la loi Egalim pour que les agriculteurs ne soient plus contraints de vendre leurs denrées au-dessous du coût de production allaient métamorphoser les relations entre fournisseurs, transformateurs et distributeurs. Ainsi la limitation du seuil de revente à perte (SRP) à 10 %, dont les abus avaient conduit à des situations aberrantes, comme cette foule s'arrachant des pots de Nutella dans un Intermarché, devait contraindre les grands distributeurs à fixer des marges dont une partie des bénéficiaires étaient censés, par le fameux ruissellement, revenir



**RICHARD GIRARDOT**

Pour le président de l'Association nationale des industries alimentaires (Ania), l'ambition initiale des Etats généraux de l'alimentation est aujourd'hui enterrée.

Joël Saget / AFP

aux agriculteurs. Tout au plus un balbutiement d'effet a pu porter sur le lait et la pomme de terre. Comme on disait jadis dans les chaumières normandes, « raconte ça à un cheval de bois et il te donnera un coup de sabot ». Un SRP que la grande distribution contourne sans vergogne en créant des cartes de fidélité accordant des remises substantielles. Confronté à la réalité, face à une grande distribution qui continue à jouer la déflation en exigeant une baisse systématique des prix, Richard Girardot, président de l'Association nationale des industries alimentaires (Ania), dénonce la poursuite du racket.

### Concessions d'usage

Les mauvaises mœurs ont la vie dure. Statistiques à l'appui, après remontée des indicateurs, du côté tant des producteurs que des transformateurs, la situation est claire : pas plus dans la cour de ferme que dans celle de l'usine, on n'a vu revenir le premier centime. Dans la caisse du supermarché, en revanche, les marges nettes s'améliorent de 2 à 6 %. Cherchez l'erreur. La vérité est que le prince de l'Élysée est intrinsèquement libéral et que toute réglementation des prix est contraire à ses valeurs philosophiques. Mais il fallait absolument séduire Nicolas Hulot. On fit donc les concessions d'usage en essayant d'en lâcher le moins possible. Jusqu'au jour où, las de cautionner par sa présence une politique qu'il réprouvait, l'ange d'Ushuaïa reprenait son envol. La prise de guerre enfuie, les enjeux n'étaient plus les mêmes. Adieu veaux, vaches, serments... Pour Richard Girardot, l'esprit des EGA est aujourd'hui enterré. La grande distribution a fini par faire la peau à ce qu'elle vivait comme un cauchemar. Nos paysans continueront à se pendre. Le seul ruissellement constaté est celui des mensonges d'Emmanuel Macron. Rappelons à monsieur le Président la maxime d'Abraham Lincoln : « On peut mentir une partie du temps, à tout le peuple, on peut mentir tout le temps à une partie du peuple, mais on ne peut mentir tout le temps à tout le peuple. » A bon entendeur salut. ■